

LE GRAND SOIR

CopyLeft :
Diffusion autorisée
et même encouragée.

Merci de mentionner les
sources.

www.legrandsoir.info

 [imprimer page](#)

ajuster taille texte :



samedi 28 décembre 2013

La deuxième mort de Mandela

Alain VIDAL

Mandela meurt pour la première fois en 1994, après que l'ANC [1] dont il était le président, a abandonné les revendications de la Charte de la Liberté [2] que le grand leader anti apartheid rappelait avec conviction, à sa sortie de prison quatre ans auparavant, dans une déclaration publique :

"Nationaliser les mines, les banques et les industries en situation de monopole fait partie du programme de l'ANC, et tout changement, toute modification à cet égard apparaît inconcevable."

Et pourtant, ces revendications n'étaient qu'une première étape vers la démocratie...

Comment les Afrikaners blancs ont-ils réussi à faire céder des militants aguerris, qui avaient combattu courageusement pendant si longtemps ?

Avec le Black Economic Empowerment, des révolutionnaires deviennent actionnaires

Les négociateurs afrikaners proposèrent le Black Economic Empowerment en vertu duquel, du jour au lendemain, des cadres de l'ANC reçurent sous forme d'actions 10 et 26 % du capital des grands groupes miniers et des banques. Siégeant auprès des blancs dans les conseils d'administration : des révolutionnaires deviennent actionnaires. Tout en conservant leurs responsabilités politiques et/ou syndicales, ils deviennent hommes d'affaires richissimes ! Vishnou Padayachee, conseiller économique de l'ANC, témoigne : *"Le projet [d'émancipation des noirs] était mort avant d'avoir vu le jour."* » [3]

En échange de cette corruption légalisée, l'ANC accepta d'assumer un pouvoir politique dépouillé de tout contrôle sur l'économie, et pour cause, la banque centrale, garante de ce contrôle, restait entre les mains de la minorité blanche afrikaner. En 1994, s'évanouissaient les espoirs de tout un peuple. Cet abandon de la gestion du secteur bancaire interdisait de fait, tout réel changement pour la très grande majorité des noirs vivant dans l'extrême pauvreté.

De Klerck, président sous l'apartheid, avait très bien retenu la leçon des banquiers à la veille de l'indépendance du Congo belge. Une leçon qu'Aimé Césaire met en scène dans *Une saison au Congo*, à la mémoire de Lumumba dont la fidélité à son peuple lui valut d'être assassiné sur ordre des États-Unis, de la Grande Bretagne et de la Belgique :

[Une salle du palais royal à Bruxelles, un banquier à ses collègues désespérés par le risque de tout perdre]

*« Suivez l'idée. Que veulent-ils [les Noirs] ? Des postes, des titres.
Présidents, députés, sénateurs, ministres !
Enfin le matabich [pot de vin] ! Bon ! Auto, compte en banque
Villas, gros traitements, je ne lésine point.
Axiome, et c'est là l'important ; qu'on les gave !
Résultat ; leur cœur s'attendrit, leur humeur devient suave.
Vous voyez peu à peu où le système nous porte :
Entre leur peuple et nous, se dresse leur cohorte.
Si du moins avec eux, à défaut d'amitié
En ce siècle ingrat sentiment périmé
Nous savons nouer les nœuds de la complicité.*

Chœur des banquiers :

Hurrah ! Hurrah ! Vive l'indépendance ! »

Dans l'Afrique du Sud de l'après apartheid, des gens de couleur seront présidents, députés, sénateurs, ministres, mais aucune loi ne gênera l'enrichissement illégitime des banquiers et du grand patronat. L'apartheid racial est aboli mais le Consensus de Washington est respecté par le développement séparé des salariés et des chômeurs d'un côté, et de la bourgeoisie de l'autre. Une bourgeoisie blanche ayant la caution d'une nouvelle bourgeoisie noire, pour l'essentiel des responsables de l'ANC ayant encore la confiance du peuple de par leur charisme d'anciens combattants.

"Nous avons l'État. Où est le pouvoir ?"

Le peuple ne fut pas tenu au courant de ces transactions qui se firent dans le plus grand secret, les médias braquant les projecteurs sur le volet des responsabilités politiques futures, confiées aux gens de couleur. Les rencontres au sommet entre Mandela et De Klerck firent la une des journaux pour mieux masquer ce qui se tramait de fondamental en coulisse dans les commissions mixtes traitant de l'économie. C'est ainsi que, parallèlement à la lutte pour le contrôle du Parlement, monopolisant l'attention du grand public, les négociateurs noirs acceptèrent des mesures qui rendirent inapplicables les promesses de la Charte de la Liberté dans le domaine du logement, de la santé, de la culture, de l'éducation, des conditions de travail, des revenus...

Patrick Bond, conseiller économique auprès de Mandela, se souvient de la phrase qui circulait parmi les responsables de l'ANC après l'accession de Mandela à la présidence : *"Nous avons l'État. Où est le pouvoir ?"*

De même, la bourgeoisie française continue de s'enrichir sur le dos de ses anciennes colonies d'Afrique en gardant, de Paris, le contrôle absolu des banques centrales de ces soi-disant pays indépendants, c'est le règne du Franc CFA : qui contrôle l'argent contrôle la vie des gens...

Le favori de Mandela, Cyril Ramaphosa, un Black Diamond de 685 millions euros

Échappant légalement à tout contrôle politique, à tout devoir envers le peuple, la banque centrale restera l'arme absolue du grand patronat. Avec la maîtrise des taux d'intérêts qui permet d'accaparer les biens d'autrui en expropriant par la dette illégitime, le mécanisme d'enrichissement par l'appauvrissement continuera inexorablement de déposséder les artisans et les petits paysans, les petites et moyennes entreprises, au bénéfice exclusif des multinationales : la dette, telle une pompe aspire les richesses de bas en haut.

Par la pratique mafieuse de la dette racket, la banque centrale continuera de protéger les intérêts du grand patronat contre l'intérêt général.

Sans le risque de guerre civile généralisée qui grandissait depuis la révolte de Soweto en 1975, sans la peur qu'avaient les Blancs de tout perdre, Mandela serait probablement mort en prison. La hantise d'être confrontés à des revendications populaires portées par un nouveau « Lumumba », fit que les responsables de l'apartheid proposèrent des « négociations » qui du côté noir furent dirigées par Cyril Ramaphosa, l'actuel vice-président de l'ANC, militant syndicaliste (un homme à qui Mandela fit confiance toute sa vie). Du côté blanc, Roelf Meyer, le chef des négociateurs afrikaners de 1990 à 1994, disait de Cyril Ramaphosa : *« Nos idées et nos styles étaient différents, mais nous avons réussi à nous entendre, et je savais que je pouvais lui faire confiance dans les négociations. »*

Il ne s'était pas trompé, Cyril Ramaphosa était déjà membre du conseil d'administration de la mine de platine de Lonmin, quand en 2012, à Marikana, la police protégeant les intérêts des actionnaires, fit tirer sur les mineurs en grève ; bilan : 34 morts, 78 blessés. Courageux combattant anti apartheid, à « forte tendance socialiste », ce « *responsable syndical* » possède aujourd'hui les 145 restaurants McDonald d'Afrique du Sud, l'entreprise Shanduka, l'un des plus grands fonds d'investissement sud-africains, des actions dans le secteur de l'énergie, dans les mines et l'immobilier, dans les banques, les assurances et les télécommunications. Cyril Ramaphosa est devenu le symbole de « la réussite » de cette bourgeoisie noire sud-africaine qu'on surnomme les Black Diamonds ... En 2012, sa fortune est estimée à 685 millions d'euros. Il était le favori de Mandela pour les prochaines présidentielles.

La bourgeoisie noire se développe, la misère aussi...

En 1994, Mandela élu président, prend son bras droit Thabo Mbeki comme vice-président, un économiste qui se réclame publiquement du capitalisme le plus féroce, le thatchérisme... Il succédera à Mandela en 1999. Moeletsi Mbeki, son frère, dénonce depuis longtemps un système de « corruption légalisée » au sein de l'ANC avec une promotion d'actionnaires noirs aux revenus astronomiques.

Gilles Genre-Grandpierre directeur de l'Agence Française de Développement écrit dans un rapport officiel :

« Le Black Economic Empowerment a connu une première phase de 1994 à 1998, qui peut être interprétée comme une phase d'auto-récompense des nouveaux leaders politiques [qui] a conduit à la constitution d'une classe de rentiers noirs. Il s'est agi d'un transfert d'actifs d'actionnaires blancs (mines et médias en particulier) vers l'élite de l'ANC ».

Il fait également le parallèle entre l'enrichissement fulgurant des cadres du PC soviétique après 1989, avec celui des cadres de l'ANC :

« En seulement quelques années, des empires ont été créés à partir de rien, en Russie comme en Afrique du Sud. Ainsi, il n'est pas exagéré de dire que certains ex-leaders de l'ANC devenus hommes d'affaires grâce au BEE [Black Economic Empowerment], sont maintenant les "oligarques" de l'Afrique du Sud. »

Patrice Motsepe très proche des politiciens de l'ANC, est le quatrième homme le plus riche d'Afrique avec 2,7 milliards de dollars. Selon l'Indice de Développement Humain de l'ONU (IDH), l'Afrique du Sud a reculé de 35 places entre 1990 et 2005. Le nombre de personnes en dessous du seuil d'extrême pauvreté a doublé en dix ans, passant de 1,9 à 4,2 millions. Près de 40 % des villes en Afrique du Sud sont composées de *townships*. Ces inégalités sont à l'origine de nombreuses tensions entre riches et pauvres. Plus de 43 % de la population vit avec moins de 3 000 rands (260 euros) par an. Le chômage réel est proche de 40 %. En 2013, le revenu de la tranche la plus pauvre de la population (40% des Sud-africains), est inférieur de moitié à celui qu'il était sous le régime de l'apartheid.

Redistribution des terres, accès gratuit au traitement du Sida, gratuité de l'eau et de l'électricité dans les *townships* à titre de réparation... toutes ces mesures d'une extrême urgence ne sont pas appliquées de par les barrières mises en place entre 90 et 94 par les négociateurs de l'axe économique.

Fin de l'apartheid racial, croissance de l'apartheid social

L'abandon de la Charte de la Liberté pour laquelle tant de militants furent torturés, assassinés, a eu pour conséquences, que chaque heure perdue à travailler pour l'enrichissement d'actionnaires (noirs ou blancs), chaque heure perdue à travailler pour l'enrichissement de banquiers par le paiement des dettes bancaires (dettes privées des entreprises, répercutées dans les prix à la consommation, ou dettes publiques payées par les impôts), chaque heure ainsi perdue est une heure définitivement perdue pour développer les services publics : la santé, l'éducation...

Le reniement est tel que lorsque Dennis Brutus, militant de longue date de l'ANC, proposa au gouvernement de lancer un mouvement populaire pour l'annulation de cette dette bancaire criminelle qui barre la route à l'intérêt général, les responsables au pouvoir opposèrent un refus catégorique.

Il y a quelques mois, l'Institut pour la Justice et la Réconciliation (institué par la loi de juin 1995), révèle dans son rapport annuel que les inégalités de classe représentent la question primordiale de la société africaine. La barrière raciale officiellement disparue, le mécanisme de développement séparé reposant sur l'enrichissement des uns par l'appauvrissement des autres, « dans le respect supposé de chacun », est incomparablement plus difficile à éradiquer, car pernicieux et masqué par des politiciens noirs qui prétendent défendre des principes de liberté et d'égalité que la réalité dément.

Cet endoctrinement sévissant dès l'école et relayé par les médias, sert à désamorcer tout soulèvement solidaire d'intérêt général.

La corruption est telle, que, lorsque l'actuel président Zuma, a voulu rendre hommage à Mandela après sa mort, une grande partie de la foule a quitté le stade en l'insultant. Le président en exercice est accusé de corruption pour s'être fait construire un palais de 26 millions d'euros.

Pendant ce temps, les héritiers de Nelson Mandela se disputent sa fortune estimée à 245 millions d'euros d'après les déclarations de Prince Mashele, le directeur du Crime, Justice and Politics Programme à l'Institut d'études de sécurité de Pretoria.

Conscient de ce bilan, l'archevêque Desmond Tutu, icône de la lutte anti apartheid et président de l'Institut pour la Justice et la Réconciliation, a promis en 2013 de ne plus jamais voter pour l'ANC, le parti de Mandela et ce, quelques mois avant la deuxième mort de ce dernier.

Alain Vidal, Nantes le 19 décembre 2013

[1] Congrès national africain.

[2] La Charte de la liberté (Freedom Charter) est une déclaration de principes adopté à Kliptown en Afrique du Sud le 26 juin 1955 par le congrès de l'Alliance (congress of Alliance) réunissant le congrès national africain le parti communiste sud-africain, le congrès des démocrates et leurs alliés.

[3] *La stratégie du choc*, Naomie Klein, p.238-265.

<http://liberonslamonnaie.blogspot.fr/2013/12/la-deuxieme-mort-de-mandela.html>

<http://liberonslamonnaie.blogspot.fr/2013/12/la-deuxieme-mort-de-mandela.html>

<http://www.legrandsoir.info/la-deuxieme-mort-de-mandela.html>